

Groupe Eutelsat S.A.

Société anonyme au capital de 658 555 372,80 euros

Siège social : 32, boulevard Gallieni, 92130 Issy Les Moulineaux

422 551 176 R.C.S. Nanterre

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES AU 31 DECEMBRE 2024

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2023	31 décembre 2024
Produits des activités ordinaires	5.1	564,7	561,8
Coûts des opérations		(57,1)	(58,8)
Frais commerciaux et administratifs		(96,8)	(111,3)
Dotations aux amortissements	6.1	(217,4)	(225,6)
Autres produits et charges opérationnels	5.2	(84,6)	(151,3)
Résultat opérationnel		108,7	14,7
Coût de la dette nette		(36,2)	(49,6)
Autres éléments financiers		(2,3)	(6,8)
Résultat financier	5.4	(38,5)	(56,4)
Résultat net avant impôt		70,2	(41,7)
Impôts sur les sociétés	5.5	17,1	(7,6)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	6.2	(58,8)	(71,1)
Résultat net		28,6	(120,3)
Part attribuable au Groupe Eutelsat S.A.		28,6	(120,3)
Résultat de base et dilué par action revenant aux actionnaires d'Eutelsat S.A.	5.6	0,028	(0,119)

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2023	31 décembre 2024
Résultat net		28,6	(120, 3)
<i>Autres éléments recyclables de gains et pertes du résultat global</i>			
Écart de conversion	6.6.4	(5,6)	2,0
Effet d'impôt	6.6.4	(1,0)	6,7
Variations de juste valeur des instruments de couverture ⁽¹⁾	6.6.3	(0,3)	(0,7)
Effet d'impôt	6.6.3	(0,1)	0,2
<i>Autres éléments non recyclables de gains et pertes du résultat global</i>			
Variations des engagements de retraite		(10,2)	(9,8)
Effet d'impôt		2,6	2,5
Total autres éléments de gains et pertes du résultat global		(14,0)	1,0
Total état du résultat global		14,5	(119,4)
Part attribuable au Groupe Eutelsat S.A.		14,5	(119,4)

⁽¹⁾ Les variations de juste valeur des instruments de couverture ne concernent que les couvertures de flux de trésorerie, les couvertures d'investissement net à l'étranger ainsi que l'effet du déboulement des forwards documentés et l'amortissements des soultes.

ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE

(En millions d'euros)	Note	30 Juin 2024	31 décembre 2024
Actif			
Écarts d'acquisition	6.1.1	482,7	492,4
Immobilisations incorporelles	6.1.1	107,3	99,5
Immobilisations corporelles et immobilisations en cours	6.1.2	3 346,1	3 096,3
Droits d'utilisation sur contrats de location	6.1.3	298,8	266,6
Titres des sociétés mises en équivalence	6.2	356,6	293,1
Actifs financiers non courants	6.4.4	406,2	792,9
Actifs sur contrats clients et coûts d'obtention et d'exécution des contrats non courants	6.3	37,4	40,7
Actifs d'impôts différés		1,9	17,8
Total des actifs non courants		5 037,1	5 099,3
Stocks		17,2	19,1
Créances clients et comptes rattachés	6.3	248,5	289,1
Actifs sur contrats clients et coûts d'obtention et d'exécution des contrats courants	6.3	12,6	16,2
Autres actifs courants		82,5	57,0
Actif d'impôt exigible		13,5	22,5
Actifs financiers courants	6.4.4	108,2	11,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.4.1	832,0	678,3
Total des actifs courants		1 314,4	1 093,4
Total de l'actif		6 351,4	6 192,8

(En millions d'euros)	Note	30 Juin 2024	31 décembre 2024
Passif			
Capital social	6.6.1	658,6	658,6
Primes liées au capital		8,0	8,0
Réserves et résultat consolidés		2 079,3	1 958,8
Participations ne donnant pas le contrôle		1,3	1,3
Total capitaux propres		2 747,2	2 626,7
Dettes financières non courantes	6.4.2	2 336,4	2 162,6
Dettes locatives non courantes	6.4.4	228,0	204,8
Autres passifs financiers non courants	6.4.4	23,3	23,4
Dettes sur immobilisations non courantes	6.4.4	-	0,0
Passifs de contrats clients non courants	6.3	283,0	270,7
Provisions non courantes	6.7	32,5	37,8
Passifs d'impôts différés		114,1	122,8
Total des passifs non courants		3 017,6	2 822,2
Dettes financières courantes	6.4.2	139,0	301,9
Dettes locatives courantes	6.4.4	50,8	52,4
Autres dettes et passifs financiers courants	6.4.4	124,2	155,5
Fournisseurs et comptes rattachés		111,7	69,6
Dettes sur immobilisations courantes	6.4.4	35,6	28,5
Impôt à payer		18,1	12,5
Passifs de contrats clients courants	6.3	100,0	115,4
Provisions courantes	6.7	7,3	8,1
Total des passifs courants		586,7	743,9
Total du passif et des capitaux propres		6 351,4	6 192,8

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2023	31 décembre 2024
Flux d'exploitation			
Résultat net		28,6	(120,3)
Résultat des sociétés mises en équivalence		58,8	71,1
Charges d'impôts et d'intérêts, autres éléments d'exploitation		34,7	63,7
Dotations aux amortissements et aux provisions		301,8	336,6
Impôts différés		(23,4)	(0,6)
Variations des clients et comptes rattachés		(26,1)	(23,5)
Variations des actifs sur contrats clients et autres actifs ⁽¹⁾		(43,4)	(1,5)
Variations des fournisseurs et comptes rattachés		(7,5)	(44,0)
Variations des passifs de contrats clients et autres passifs		14,0	7,0
Impôts payés ⁽²⁾		(36,3)	(21,6)
Trésorerie provenant des opérations d'exploitation		301,0	266,9
Flux d'investissements			
Acquisitions de satellites et autres immobilisations corporelles et incorporelles ⁽³⁾		(78,0)	(60,3)
Produit de libération de la bande C ⁽²⁾		355,4	0,0
Prêt auprès d'Eutelsat Communications et OneWeb		(43,8)	(280)
Acquisitions de titres de participation et autres mouvements		(20,0)	(0,5)
Trésorerie utilisée par les opérations d'investissement		213,5	(340,9)
Flux de financement			
Remboursement des emprunts		(65,1)	0,0
Remboursement des dettes locatives		(15,2)	(17,2)
Intérêts et autres frais financiers payés		(69,3)	(63,6)
Opérations relatives aux participations ne donnant pas le contrôle		(6,0)	0,0
Primes et soultes payées sur instruments financiers dérivés		-	0,0
Autres variations		15,1	-
Trésorerie utilisée par les opérations de financement		(140,4)	(80,8)
Incidence des variations de change sur la trésorerie		1,4	1,3
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie		375,5	(153,6)
Trésorerie à l'ouverture de la période		479,8	832,0
Trésorerie à la clôture de la période		855,5	678,3
<i>dont Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</i>	<i>6.4.1</i>	<i>855,5</i>	<i>678,3</i>

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2024, les variations des actifs sur contrats clients et autres actifs comprennent notamment les prêts en compte courant d'Eutelsat SA de 252,1 millions d'euros au sous-groupe OneWeb.

⁽²⁾ Pour rappel, au 31 décembre 2023, les impôts payés comprennent 25 millions d'euros d'impôts payés au titre du produit de libération de la bande C (330,4 millions d'euros).

⁽³⁾ Excluant les immobilisations financées par des emprunts structurés

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros sauf données par actions)	Capital social			Réserves et résultat	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
	Nombre	Montant	Primes				
Au 30 Juin 2023	1 013 162 112	658,6	8,0	1 991,1	2 657,7	1,3	2 659,0
Résultat net de la période	-	-	-	28,6	28,6	0,0	28,6
Autres éléments de gains et pertes du résultat global ⁽¹⁾	-	-	-	(14,0)	(14,0)	0,0	(14,0)
Total du résultat global	-	-	-	14,5	14,5	0,0	14,5
Autres	-	-	-	(2,2)	(2,2)	(1,3)	(3,5)
Au 31 décembre 2023	1 013 162 112	658,6	8,0	2 003,5	2 670,1	-	2 670,1
Au 30 Juin 2024	1 013 162 112	658,6	8,0	2 079,3	2 745,6	1,3	2 747,3
Résultat net de la période	-	-	-	(120,3)	(120,3)	0,0	(120,3)
Autres éléments de gains et pertes du résultat global ⁽¹⁾	-	-	-	1,0	1,0	0,0	0,9
Total du résultat global	-	-	-	(119,4)	(119,4)	0,0	(119,4)
Autres	-	-	-	(1,2)	(1,2)	0,0	(1,2)
Au 31 décembre 2024	1 013 162 112	658,6	8,0	1 958,7	2 625,0	1,3	2 626,7

⁽¹⁾ Les variations des autres éléments de gains et pertes du résultat global comprennent les gains et pertes actuariels constatés sur les avantages postérieurs à l'emploi ainsi que la variation de la réserve de réévaluation sur les instruments financiers (voir note 6.6.3) et de la réserve de conversion (voir note. 6.6.4), nets des effets d'impôts associés.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

NOTE 1. PRESENTATION GENERALE	9
1.1 Activité.....	9
1.2 Arrete des comptes	9
NOTE 2. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE	9
2.1 Accord de vente d'actifs d'infrastructures terrestres passives.....	9
2.2 Constellation IRIS ²	9
2.3 Mise en service du satellite EUTELSAT 36D et extension des opérations à la position 33°E.....	10
NOTE 3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	10
3.1 Bases de préparation des comptes	10
3.2 Règles de présentation.....	10
3.3 Jugements comptables et estimations significatives	10
3.4 Principales évolutions du périmètre de consolidation	11
NOTE 4. INFORMATION SECTORIELLE	11
NOTES 5. ANNEXES DU COMPTE DE RESULTAT	12
5.1 Produits des activités ordinaires	12
5.2 Charges opérationnelles.....	12
5.3 Autres produits et charges opérationnels.....	13
5.4 Résultat financier	13
5.5 Impôt sur les sociétés.....	14
5.6 Résultat par action	14
NOTE 6. NOTES ANNEXES DU BILAN	15
6.1 Actifs immobilisés.....	15
6.2 Titres mis en équivalence	18
6.3 Créances, actifs et passifs sur contrats clients et couts d'obtention et d'Exécution des contrats.	19
6.4 Actifs et passifs financiers	20
6.5 Juste valeur des instruments financiers.....	23
6.6 Capitaux propres	23
6.7 Provisions	24
NOTE 7. PARTIES LIEES	25
NOTE 8. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	25

NOTE 1. PRESENTATION GENERALE

1.1 ACTIVITE

Exploitant de la capacité sur 35 satellites, le Groupe Eutelsat S.A est l'un des leaders dans les services fixes par satellite. Il exploite et fournit principalement de la capacité pour des Services Vidéo, des Données Fixes, ainsi que des Services aux gouvernements et offre également de la capacité dans des applications de Connectivité (Haut Débit Fixe et Connectivité Mobile). Grâce à sa flotte de satellites, le Groupe Eutelsat S.A couvre l'ensemble du continent européen, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ainsi que l'Afrique sub-saharienne, une partie importante des continents asiatiques et le continent américain.

1.2 ARRETE DES COMPTES

Les états financiers consolidés semestriels condensés au 31 décembre 2024 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration qui les a arrêtés par une délibération en date du 13 février 2025.

NOTE 2. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

2.1 ACCORD DE VENTE D'ACTIFS D'INFRASTRUCTURES TERRESTRES PASSIVES

Le 9 août 2024, le Groupe a conclu une exclusivité et signé un accord d'option de vente avec le fonds EQT Infrastructure VI (« EQT ») concernant ses actifs d'infrastructures terrestres passives. La transaction envisagée consisterait en la cession des équipements passifs (terrains, bâtiments, infrastructures de support, antennes et circuits de connectivité pour le portefeuille combiné de téléports et de SNP) pour former une nouvelle société qui serait constituée en entité juridique autonome. EQT détiendra 80 % du capital, tandis que le Groupe restera engagé en tant qu'actionnaire à long terme, locataire principal et partenaire de la nouvelle société avec une participation de 20 % aux côtés d'EQT. L'opération envisagée valorise la nouvelle entité à une valeur d'entreprise de 790 millions d'euros. Le 30 novembre 2024, à l'issue des processus de consultation avec les organismes représentatifs des salariés concernés, le Groupe a exercé son option de vente. Cela a conduit à la signature du contrat d'achat d'actions contraignant avec EQT, qui est soumis aux conditions suspensives habituelles.

La transaction devrait être finalisée au premier trimestre de l'année calendaire 2026. Pour que la transaction soit finalisée, certaines conditions préalables habituelles doivent être remplies, notamment l'approbation des autorités réglementaires compétentes. En raison de l'empreinte mondiale des actifs concernés par la transaction, le Groupe prévoit d'obtenir l'autorisation réglementaire d'un certain nombre d'autorités et de juridictions. En outre, le Groupe est en train de mettre en œuvre les mesures réglementaires, juridiques et pratiques nécessaires pour permettre la réalisation de la transaction. Il s'agit notamment des processus requis pour identifier les actifs enregistrés dans les registres comptables du Groupe qui entrent dans le champ de la transaction, la création d'entités juridiques et le transfert des actifs applicables aux entités concernées nécessaires à la réalisation de la transaction, ainsi que les exigences juridiques associées à ces étapes. Ces activités sont toujours en cours au 31 décembre 2024.

2.2 CONSTELLATION IRIS²

Le 16 décembre 2024, le consortium SpaceRISE, dont le Groupe est membre avec Hispasat et SES, a annoncé avoir signé un accord pour la conception, la construction et l'exploitation de la constellation IRIS² (Infrastructure for Resilience, Interconnectivity and Security by Satellite) pour le compte de l'Union européenne dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). L'accord de concession a une durée initiale de 12 ans.

La constellation comprendra environ 290 engins spatiaux, dont 264 satellites en orbite basse (LEO) et 18 satellites en orbite moyenne (MEO), et devrait être mise en service en 2030. L'UE et les États membres seront les principaux clients de la constellation IRIS², qui offrira des solutions de communication améliorées et une connectivité haut débit aux consommateurs, aux gouvernements et aux entreprises, renforçant ainsi la souveraineté et la sécurité numériques de l'Europe. Le projet est évalué à 10,6 milliards d'euros, le financement public représentant environ 60 % du coût total du projet.

Le Groupe agira en tant que Consortium System Development Prime, l'autorité technique au sein du consortium. Le Groupe s'appuiera sur son expertise unique en matière de LEO et mettra à disposition ses droits de spectre prioritaires dans la bande Ku pour diriger la conception du segment LEO de la constellation. Le Groupe investira environ 2 milliards d'euros. Le Groupe prévoit de générer des revenus importants auprès de ses principaux clients européens ainsi que de la distribution mondiale de ses capacités LEO auprès de clients commerciaux.

2.3 MISE EN SERVICE DU SATELLITE EUTELSAT 36D ET EXTENSION DES OPERATIONS A LA POSITION 33°E

Le satellite EUTELSAT 36D a été mis en service à la position 36°E le 23 septembre 2024. Tous les services ont migré de EUTELSAT 36B vers le nouveau satellite au cours des nuits du 23 au 26 septembre.

Le satellite EUTELSAT 33E ayant atteint sa fin de vie, il a été désorbité avec succès le 23 octobre 2024.

Le 1er Novembre, le satellite EUTELSAT 33F, ayant remplacé EUTELSAT 33E en 2023, a commencé ses opérations en orbite inclinée, permettant l'extension de sa durée de vie pour au moins 2 ans supplémentaires.

NOTE 3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

3.1 BASES DE PREPARATION DES COMPTES

Les états financiers consolidés semestriels condensés au 31 décembre 2024 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » selon un format condensé. Les comptes présentés ne comportent pas l'intégralité des informations et des notes requises par les IFRS pour l'établissement des comptes consolidés annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 30 juin 2024.

Le Groupe applique depuis le 1er juillet 2024 les nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous et adoptées par l'Union Européenne :

- Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers »
- Amendements à IFRS 16 – « Dettes de location dans une transaction de cession-bail »,
- Amendements à IAS 7 et IFRS 7 – « Accords de financement des fournisseurs ».

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe.

Par ailleurs les normes suivantes, applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 n'ont pas été appliquées par anticipation :

- Amendements à IAS 21 – Effets de variations des cours des monnaies étrangères

3.2 REGLES DE PRESENTATION

3.2.1 Conversion des états financiers et transactions en devises étrangères

La monnaie de référence et de présentation des états financiers est l'euro. Les règles de conversion des états financiers et des transactions en devises étrangères restent inchangées par rapport au 30 Juin 2024. La principale devise étrangère utilisée est le dollar U.S. Le taux de clôture retenu est de 1,04 dollar U.S. pour 1 euro et le taux moyen de la période est de 1,06 dollar U.S. pour 1 euro.

3.2.2 PRESENTATION DES ACTIFS ET PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

Les actifs et les passifs courants sont ceux que le Groupe s'attend à réaliser, consommer ou régler durant le cycle d'exploitation normal, qui est inférieur à 12 mois. Tous les autres actifs et passifs sont non courants.

3.3 JUGEMENTS COMPTABLES ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers consolidés du Groupe requiert le recours à des jugements et estimations susceptibles d'impacter certains éléments d'actif et de passif et les montants des produits et des charges qui figurent dans ces états financiers et les notes qui les accompagnent. La Direction est amenée à revoir ces estimations et appréciations de manière constante sur la base de l'expérience passée et des autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques et de la détermination de la juste valeur des actifs et passifs dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition de Oneweb. Le dénouement des opérations sous-jacentes à ces estimations et hypothèses pourrait résulter, en raison de l'incertitude attachée à ces dernières, en un ajustement significatif des montants comptabilisés au cours d'une période subséquente.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers au 31 décembre 2024, la Direction a exercé son jugement, notamment au regard de la

valeur recouvrable des actifs, de la reconnaissance du chiffre d'affaires, de l'estimation des provisions et l'appréciation des passifs éventuels, de la comptabilisation des actifs et passifs d'impôt, de l'évaluation du risque clients et la détermination de la juste valeur des actifs et passifs dans le cadre de l'affectation préliminaire du prix d'acquisition de Oneweb.

3.4 PRINCIPALES EVOLUTIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Il n'y a pas eu de variation du périmètre de consolidation aux bornes d'Eutelsat S.A depuis la période close le 30 Juin 2024.

NOTE 4. INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe considère qu'il n'opère que dans un seul secteur opérationnel se fondant sur l'appréciation des services rendus et la nature des risques associés, plutôt que sur leur destination. Il s'agit de la fourniture de services de communications par satellite pour la vidéo, les réseaux d'entreprise et à haut débit, et les mobiles, principalement aux opérateurs de communications et diffuseurs internationaux, intégrateurs de réseaux d'entreprise et entreprises pour leurs besoins propres.

Les indicateurs de performance suivis par la Directrice générale et le Directeur financier, qui forment le principal organe de décision opérationnel du Groupe, sont les suivants :

- le chiffre d'affaires ;
- l'EBITDA ajusté défini comme le résultat opérationnel avant dotations aux amortissements, dépréciations d'actifs, autres produits et charges opérationnels et le taux de marge de l'EBITDA ajusté par rapport au chiffre d'affaires ;
- les investissements bruts couvrant les acquisitions de satellites et d'autres actifs corporels ou incorporels, ainsi que les paiements liés aux dettes de location ;
- le ratio de dette nette sur EBITDA ajusté (voir Note 6.4.3 « Dette nette ») ;

Le reporting interne est une présentation du compte de résultat consolidé du Groupe suivant une répartition de postes différente des états financiers consolidés afin de faire ressortir ces indicateurs de performance mais dont les principaux agrégats sont identiques à ceux figurant dans les comptes consolidés du Groupe. Le reporting est établi conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

La majeure partie des actifs du Groupe est constituée des satellites en orbite, le reste des actifs étant principalement localisé en France, en Italie et au Mexique.

Semestre clos au 31 décembre (€ millions)	2023	2024	Variation
<i>Produits des activités opérationnels</i>	564,7	561,8	(0,5%)
<i>Charges opérationnelles</i>	(153,9)	(170,1)	10,5%
EBITDA Ajusté	410,8	391,6	(4,7%)
<i>Dépréciations et amortissements</i>	(217,4)	(225,6)	3,8%
<i>Autres produits et charges opérationnels</i>	(84,6)	(151,3)	n.a.
Résultat d'exploitation	108,7	14,7	n.a.
<i>Résultat financier</i>	(38,5)	(56,4)	46,5%
<i>Impôts sur les sociétés</i>	17,1	(7,6)	n.a.
<i>Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence</i>	(58,8)	(71,1)	20,8 %
<i>Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	0,0	(0,1)	n.a.
Part attribuable au Groupe	28,6	(120,4)	n.a.

Semestre clos au 31 décembre (€ millions)	2023	2024
Acquisitions de satellites, d'autres biens et équipements et d'actifs incorporels	(233,0)	(60,3)
Encaissement des prêts ECA et autres lignes de crédits bancaires	155,0	0,0
Remboursements des prêts ECA et autres lignes de crédit bancaires	(65,1)	0,0
Remboursements des prêts ECA, dettes locatives et autres lignes de crédit bancaires	(80,3)	(17,2)
Investissement cash	(158,3)	(77,5)

NOTES 5. ANNEXES DU COMPTE DE RESULTAT

5.1 PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

5.1.1 Chiffre d'affaires par application

Au 31 décembre 2024, les revenus par application sont répartis en quatre applications :

1. Vidéo, pour la diffusion et la production professionnelle de contenus visuels.
2. Services aux gouvernements, comprennent les offres adaptées aux besoins des administrations publiques.
3. Connectivité fixe, concerne les données et l'accès internet haut débit stable.
4. Connectivité mobile, pour la connectivité sans fil.

Le chiffre d'affaires par application suivant le nouveau format se présente comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2024
Vidéo	331,1	309,2
Services aux gouvernements	67,9	92,9
Connectivité Fixe	91,8	84,5
Connectivité Mobile	71,1	65,2
Total Activités opérationnelles	562,0	551,9
Autres Revenus	2,7	9,9
Total	564,7	561,8
<i>Taux de change EUR/USD</i>	<i>1,08</i>	<i>1,06</i>

Les autres revenus incluent l'effet de couverture de change du chiffre d'affaires euros/dollars qui s'élève à 0,6 millions d'euros pour la période close le 31 décembre 2024 contre (1,5) millions d'euros pour la période close le 31 décembre 2023.

5.1.2 Chiffre d'affaires par zone géographique

Le chiffre d'affaires par zone géographique, déterminé à partir des adresses de facturation des clients, se présente comme suit :

(en millions d'euros et pourcentage)	31 décembre 2023		31 décembre 2024	
Régions	Montant	%	Montant	%
France	36,5	5,1	41,4	7,4
Italie	61,5	10,9	55,3	9,9
Royaume-Uni	28,5	6,4	30,8	5,5
Europe (autres pays)	159,8	28,3	154,8	27,6
Amériques	123,9	21,9	128,7	22,9
Moyen-Orient	86,9	15,4	80,0	14,2
Afrique	53,7	9,5	53,2	9,5
Asie	14,8	2,6	16,2	2,9
Autres	(1,0)	(0,2)	1,2	0,2
Total	564,7	100,0	561,8	100,0

5.2 CHARGES OPERATIONNELLES

Les coûts des opérations de 58,8 millions d'euros incluent principalement les coûts de personnel et les autres coûts liés au contrôle et à l'exploitation des satellites, ainsi que les primes d'assurance-vie en orbite des satellites, contre 57,1 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Les frais commerciaux et administratifs de 111,3 millions d'euros comprennent essentiellement les coûts du personnel administratif et commercial, l'ensemble des dépenses de marketing et de publicité ainsi que les frais généraux rattachés, contre 96,8 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Les charges opérationnelles relatives aux dépréciations sur les créances commerciales et les actifs sur contrats clients s'élèvent à 6,9 millions d'euros au 31 décembre 2024, contre 6,9 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

5.3 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

(en millions d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2024
Autres produits opérationnels	8,8	1,0
Autres charges opérationnelles	(93,4)	(152,3)
Total	(84,6)	(151,3)

Au 31 décembre 2024, les autres produits opérationnels sont principalement liés au produit complémentaire au titre de la bande C. Les autres charges opérationnelles incluent principalement les dépréciations sur les satellites pour 117 millions d'euros, des coûts relatifs à l'abandon d'un projet d'investissement pour 19 millions d'euros ainsi que des coûts liés aux variations de périmètres pour 9 millions d'euros relatifs à l'intégration OneWeb au cours de l'exercice précédent, et au projet de vente d'actifs d'infrastructures terrestres passives.

Au 31 décembre 2023, les autres produits opérationnels comprennent 7,2 millions d'euros de reprise de dépréciation sur la valeur des satellites AT1, AT2, 53A et 65WA ainsi que sur la cession de BBO réalisé au 30 Juin 2024 et 1,7 millions d'euros complémentaires au titre de la bande C. Les autres charges opérationnelles incluent principalement les dépréciations sur les satellites pour 84,2 millions d'euros et des coûts de restructuration pour 2,8 millions d'euros.

5.4 RESULTAT FINANCIER

(En millions d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2024
Charges d'intérêts après couverture	(37,9)	(58,9)
<i>Dont intérêts sur dettes locatives</i>	<i>(7,0)</i>	<i>(6,1)</i>
Frais d'émission d'emprunt & commissions	(5,1)	(6,9)
Intérêts capitalisés	3,3	1,7
Coût de la dette brute	(39,6)	(64,1)
Produits financiers	3,4	14,5
Coût de la dette nette	(36,2)	(49,6)
Variation des instruments financiers dérivés	1,2	(19,1)
Résultat de change	3,5	14,6
Autres	(7,1)	(2,2)
Résultat financier	(38,5)	(56,4)

La charge d'intérêts au 31 décembre 2024 a évolué compte-tenu de l'évolution des taux d'intérêts sur la période.

Le montant des intérêts capitalisés est dépendant de l'avancement et du nombre des programmes de constructions satellitaires constatés au cours de la période concernée. Le taux d'intérêt retenu pour la détermination des charges d'intérêts capitalisables est de 4,84% au 31 décembre 2024 contre 3,39% au 31 décembre 2023.

La variation des instruments financiers dérivés est relative aux dérivés qualifiés en couverture de juste valeur. L'évaluation à la valeur de marché de ces dérivés s'élèvent au 31 décembre 2024 à -21,3 millions d'euros contre 2,1 millions d'euros à fin décembre 2023.

5.5 IMPOT SUR LES SOCIETES

La ligne « Impôts sur les sociétés » comprend l'impôt exigible et les impôts différés des sociétés consolidées. Conformément à la norme IAS 34, l'évaluation de la charge d'impôt intermédiaire au 31 décembre est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux effectif annuel moyen d'impôt sur le résultat estimé pour l'exercice.

Au 31 décembre 2024, le taux d'impôt effectif ressort à -18.2% (contre -24.35% au 31 décembre 2023). Ce taux intègre l'effet de la non-reconnaissance d'actifs d'impôts différés sur les pertes fiscales françaises de l'exercice en cours, l'impact net du mécanisme d'exonération de la part des bénéfices de la société Eutelsat S.A. attribuée aux satellites de la société exploités hors de France (article 247 du CGI introduit par la loi de finances 2019) incluant la charge Pilier Deux y afférente, ainsi que les impacts des dépréciations sur les satellites du Groupe, notamment ceux de l'arc Satmex.

L'accord Pilier Deux de l'OCDE vise à garantir que les sociétés multinationales paient un taux d'imposition effectif minimum de 15 % dans chaque juridiction où il est présent et de nombreux pays ont lancé des procédures législatives pour adopter ces règles. La France a transposé la directive sur la fiscalité minimale (2022/2523) en droit interne dans sa loi de finances pour 2024 publiée le 30 décembre 2023 (loi n° 2023-1322), rendant la législation Pilier Deux applicable à compter du 1er janvier 2024. La France étant la juridiction d'Eutelsat Communications S.A., la société mère ultime du Groupe Eutelsat, les règles françaises de mise en œuvre de Pilier Deux sont en vigueur à compter de l'exercice en cours ouvert le 1er juillet 2024.

Le Groupe est en train de finaliser son évaluation de l'impact de la législation française et des autres législations nationales relatives à Pilier Deux sur ses opérations en vue de sa clôture annuelle au 30 juin 2024. L'évaluation du Groupe comprend l'analyse de l'articulation des règles fiscales françaises avec la nouvelle législation Pilier Deux et l'identification des juridictions dans lesquelles le Groupe aurait un taux d'imposition effectif Pilier Deux inférieur à 15 %.

Les travaux de l'OCDE sont toujours en cours, notamment sur le sujet spécifique de l'application de Pilier Deux aux activités d'exploitation de satellites. Pour les comptes semestriels au 31 décembre 2024, le Groupe a pris en compte un impact Pilier Deux relatif à la part des bénéfices de la société Eutelsat S.A. attribuée à ses satellites exploités hors de France en appliquant une approche conservatrice, dans l'attente de précisions de l'OCDE et des pouvoirs publics.

5.6 RESULTAT PAR ACTION

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le résultat net et les résultats nets (de base) revenant aux actionnaires utilisés pour le calcul des résultats par action.

(en millions d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2024
Résultat net	28,6	(120,3)
Quote-part de résultat des filiales rétrocédée aux participations ne donnant pas le contrôle	0,0	0,0
Résultat net utilisé pour le calcul du résultat par action	28,6	(120,3)
Nombre moyen d'actions de base	1 013 162 112	1 013 162 112
Résultat par action de base	0,028	(0,119)

NOTE 6. NOTES ANNEXES DU BILAN

6.1 ACTIFS IMMOBILISES

6.1.1 Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles ont évolué comme suit au cours de la période :

(en millions d'euros)	Écarts d'acquisition	Autres immobilisations incorporelles	Total
Immobilisations brutes			
Valeur brute au 30 Juin 2024	482,7	698,0	1 180,7
Acquisitions	0,0	4,6	4,6
Transferts	0,0	6,8	6,8
Variations de change	9,7	7,9	17,6
Cessions et mises au rebut	0,0	0,0	0,0
Valeur brute au 31 décembre 2024	492,4	717,2	1 209,6
Amortissements et dépréciations			
Amortissements cumulés au 30 Juin 2024	-	(590,6)	(590,6)
Dotations aux amortissements	0,0	(20,3)	(20,3)
Dépréciations	0,0	0,0	0,0
Reprises (cessions et mises au rebut)	0,0	(0,0)	(0,0)
Variations de change	0,0	(6,7)	(6,7)
Transferts et autres	0,0	(0,0)	(0,0)
Amortissements cumulés au 31 décembre 2024	0,0	(617,7)	(617,7)
Valeur nette au 30 Juin 2024	482,7	107,4	590,1
Valeur nette au 31 décembre 2024	492,4	99,5	591,9

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition du Groupe résulte des acquisitions liées à l'activité satellites géostationnaires. Cet écart d'acquisition est donc suivi au niveau des secteurs opérationnels d'Eutelsat, sur la base des flux de trésorerie issus de l'activité satellites géostationnaires.

Les prévisions retenues sont basées sur le plan d'affaires à cinq ans du Groupe approuvé par le Conseil d'administration du 13 février 2025 et couvrant la période allant jusqu'à l'exercice 2028-29. La période a été étendue à l'exercice 2035 sur la base d'une hypothèse de croissance nulle à l'infini, et intègre une valeur terminale calculée à ce stade sur la base d'un modèle de revenus. Le Groupe considère pertinent d'utiliser des projections au-delà de cinq ans compte tenu de la visibilité à long terme dont il dispose sur une part significative de son activité et de son profil de croissance attendu qui se reflète plus précisément dans le plan à long terme.

Le taux d'actualisation retenu est un WACC (Weighted Average Cost of Capital) de 8,2%. Les principales hypothèses opérationnelles impactant la valeur recouvrable des actifs sont le niveau d'EBITDA et le montant des investissements nécessaires à la réalisation des flux de trésorerie prévus dans la prévision. Les hypothèses opérationnelles du plan à long terme sont basées sur des modèles de marché internes relatifs à l'évolution de la croissance de l'activité du Groupe et sur des données de marché fournies par des experts indépendants.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée au cours de la période.

Actifs amortissables

Concernant les tests de dépréciation réalisés sur les satellites au 31 décembre 2024, les flux de trésorerie retenus sont basés sur une version actualisée du business plan à cinq ans du Groupe approuvé par le Conseil d'Administration le 13 février 2025 puis sur les flux de trésorerie étendus jusqu'à la fin de vie de chaque satellite sur la base d'un taux de croissance normatif.

Au 31 décembre 2024, ces tests ont conduit à la comptabilisation d'une charge de dépréciation de 117 millions sur les satellites géostationnaires dont 115 millions sur les satellites géostationnaires en propriété (cf. Note 6.1.2 « Immobilisations corporelles et immobilisations en cours ») et 2 millions sur les droits d'utilisation (cf. Note 6.1.3 « Droits d'utilisation sur contrats de location »). Au 31 décembre 2023, la charge de dépréciation était de 84 millions sur les satellites géostationnaires en propriété. Les dépréciations comptabilisées reflètent l'insuffisance des flux de trésorerie actualisés prévus par rapport aux valeurs comptables des actifs pour certaines positions orbitales du Groupe. Cela reflète le fait que pour ces positions orbitales, les prévisions les plus récentes du Groupe indiquaient des flux de trésorerie opérationnels inférieurs, notamment en raison des forces concurrentielles du marché qui se sont renforcées au cours de la période.

6.1.2 Immobilisations corporelles et immobilisations en cours

Les immobilisations corporelles ont évolué comme suit au cours de la période :

(en millions d'euros)	Satellites	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Immobilisations brutes				
Valeur brute au 30 Juin 2024	6 391,0	607,5	357,6	7 356,1
Acquisitions	1,1	4,6	47,6	53,3
Cessions	0,0	(0,9)	0,0	(0,9)
Mises au rebut (1)	(213,0)	(0,9)	0,0	(213,9)
Variation de change	29,3	1,7	0,6	31,6
Transferts et autres (2)	227,2	8,1	(250,5)	(15,2)
Valeur brute au 31 décembre 2024	6 435,7	620,0	155,3	7 211,0
Amortissements et dépréciations				
Amortissements cumulés au 30 Juin 2024	(3 576,9)	(433,0)	-	(4 009,9)
Dotations aux amortissements	(159,6)	(19,4)	0,0	(179,0)
Dépréciations	(114,7)	0,7	0,0	(114,1)
Reprises (cessions)	0,0	0,0	0,0	0,0
Reprises (mises au rebut) (1)	208,6	1,0	0,0	209,5
Variations de change	(20,2)	(1,0)	0,0	(21,2)
Transfert et autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissements cumulés au 31 décembre 2024	(3 662,9)	(451,8)	0,0	(4 114,7)
Valeur nette au 30 Juin 2024	2 814,1	174,5	357,6	3 346,3
Valeur nette au 31 décembre 2024	2 772,8	168,2	155,3	3 096,4

(1) La mise au rebut et la reprise de dépréciation associée est principalement liée à l'arrêt du Satellite E33E (voir note 2.3)

(2) Le montant de transferts et autres est principalement lié à la mise en service du satellite E36D lancé au cours de la période comme décrit au paragraphe 2.3.

Les dates de livraison attendues des satellites en cours de construction à la date d'arrêté des comptes sont les suivantes :

Projets	Années
Flexsat America E113WX	Année calendaire 2028
Flexsat Asia E119A, en coopération avec l'opérateur Thaicom	Année calendaire 2028

6.1.3 Droits d'utilisation sur contrats de location

Les droits d'utilisation ont évolué comme suit sur la période close au 31 décembre 2024 :

(en millions d'euros)	Satellites	Autres immobilisations corporelles	Total
Immobilisations brutes			
Valeur brute au 30 Juin 2024	749,1	63,9	812,9
Nouveaux contrats	0,0	0,4	0,4
Modifications de contrats et résiliations anticipées de contrats	(9,3)	(0,2)	(9,5)
Mises au rebut	0,0	0,0	0,0
Variation de change	0,0	0,2	0,2
Valeur brute au 31 décembre 2024	739,7	64,3	804,0
Amortissements et dépréciations			
Amortissements et dépréciations cumulés au 30 Juin 2024	(478,6)	(35,5)	(514,1)
Dotations aux amortissements	(22,8)	(3,6)	(26,3)
Dépréciations	(2,5)	0,0	(2,5)
Reprises (modifications et résiliations anticipées de contrats)	5,5	0,2	5,6
Reprises (mise au rebut)	0,0	0,0	0,0
Variations de change	0,0	(0,1)	(0,1)
Amortissements et dépréciations cumulés au 31 décembre 2024	(498,4)	(38,9)	(537,3)
Valeur nette au 30 Juin 2024	270,5	28,4	298,7
Valeur nette au 31 décembre 2024	241,3	25,3	266,6

Les droits d'utilisation des satellites portent essentiellement sur les contrats de location Express AT1, Express AT2, Express AM6, Express 36C et Astra 2G. Les durées de location sur ces contrats couvrent la durée de vie attendue de ce type de satellite, à ce titre, aucun de ces contrats ne comporte d'options d'achat au terme du contrat. Aucune option de renouvellement n'a été retenue pour établir la durée des contrats de location.

6.1.4 Engagements d'achats (hors bilan)

En complément des éléments comptabilisés au bilan, le Groupe S.A est engagé auprès de fournisseurs pour l'acquisition d'immobilisations (satellites et autres immobilisations) et la réalisation de prestations de services pour un montant total de 188,4 millions d'euros au 31 décembre 2024.

L'échéancier au 31 décembre 2024 des paiements futurs au titre de ces engagements s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2024
Echéance à moins de 1 an	43,2
Entre 1 et 2 ans	41,8
Entre 2 et 3 ans	24,6
Entre 3 et 4 ans	10,6
Echéance à plus de 4 ans	68,1
Total	188,4

6.2 TITRES MIS EN EQUIVALENCE

Au 31 décembre 2024, les titres des sociétés mises en équivalence représentent la valeur de mise en équivalence de la société OneWeb Holdings Ltd, et le résultat des sociétés mises en équivalence correspond à la quote-part d'Eutelsat S.A. dans le résultat de OneWeb Holdings Ltd.

(en millions d'euros)	30 Juin 2024	31 décembre 2024
Participations à l'ouverture	501,2	356,6
Variation de périmètre	(0,4)	0,0
Acquisitions de titres	0,0	0,0
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(154,0)	(71,1)
Ecart de conversion	9,8	7,6
Participations à la clôture	356,6	293,1

Au 31 décembre 2024, aucun indicateur de perte de valeur n'a été identifié sur la participation du Groupe S.A dans OneWeb comptabilisée en mise en équivalence.

Les principales données financières du sous-groupe OneWeb Holdings Ltd sur la base du dernier arrêté des comptes au 31 décembre 2024, sont les suivantes :

(en millions de dollars)	31 Décembre 2024
Résultat net	(284,8)
Bilan	
Actifs non courants	4 013,3
Actifs courants	3 413,9
Capitaux propres	3 180,7
Passifs non courants	407,0
Passifs courants	3 839,5

(en millions d'euros)	31 Décembre 2024
Quote-part d'actif net du Groupe	
Situation nette	1 458,5
Pourcentage de détention	22,91%
Quote-part d'actif net du groupe	334,1
Goodwill	0,4
Impairment	(41,5)
Valeur comptable des intérêts du Groupe au 31 décembre 2024	293,1

6.3 CREANCES, ACTIFS ET PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS ET COÛTS D'OBTENTION ET D'EXECUTION DES CONTRATS

Les créances clients, actifs et passifs de contrats clients se synthétisent comme suit :

(en millions d'euros)	30 Juin 2024	31 décembre 2024
Actifs		
Créances clients et comptes rattachés	248,5	289,1
Actifs sur contrats clients	45,2	52,0
Coûts d'exécution des contrats	-	0,0
Coûts d'obtention des contrats	4,9	4,9
Total actifs courants et non courants	298,5	346,0
<i>Dont part non courante</i>	<i>37,4</i>	<i>40,7</i>
<i>Dont part courante</i>	<i>261,1</i>	<i>305,3</i>
Passifs		
Passifs financiers - Garanties et engagements reçus	31,1	31,1
Passifs de contrats clients	383,0	386,1
Total passifs courants et non courants	414,1	417,2
<i>Dont part non courante</i>	<i>304,0</i>	<i>291,6</i>
<i>Dont part courante</i>	<i>110,1</i>	<i>125,6</i>

6.3.1 Créances clients

Les créances clients échues et non échues se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 Juin 2024	31 décembre 2024
Créances non échues	120,0	127,4
Créances échues entre 0 et 90 jours	46,5	62,6
Créances échues entre 90 et 365 jours	50,9	49,4
Créances échues depuis plus de 365 jours	143,2	160,2
Dépréciation	(112,1)	(110,5)
Total	248,5	289,1

Les dépréciations des créances clients ont évolué comme suit au cours de la période :

(en millions d'euros)	Total
Valeur au 30 Juin 2024	112,1
Dotations (reprises) nettes	6,8
Reprises utilisées	(8,9)
Variations de change	0,5
Valeur au 31 décembre 2024	110,5

6.4 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

6.4.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	30 Juin 2024	31 décembre 2024
Équivalents de trésorerie	420,1	476,2
Trésorerie	411,9	202,1
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	832,0	678,3

Au 31 décembre 2024, les équivalents de trésorerie comprennent 476,1 millions d'euros de souscriptions en société d'investissement à capital variable et 202 millions d'euros de dépôts à terme

6.4.2 Dettes financières

Les dettes financières se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	Taux	30 Juin 2024	31 décembre 2024	Échéance
Crédit <i>in fine</i> BEI	1,26%	200,0	200,0	Décembre 2028
Emprunt obligataire 2025	2,00%	176,6	0,0	Octobre 2025
Emprunt obligataire 2027	2,25 %	600,0	600,0	Juillet 2027
Emprunt obligataire 2028	1,50 %	600,0	600,0	Octobre 2028
Emprunt obligataire 2029	9,75 %	600,0	600,0	Avril 2029
Ligne de financement Capex				
	2,56%	75,0	75,0	Juin 2026
	Variable	53,0	53,0	Juin 2026
	Variable	53,0	53,0	Juin 2027
Sous-total des dettes (part non courante)		2 357,6	2 181,0	
Frais et primes d'émission		(21,2)	(18,4)	
Total des dettes (part non courante)		2 336,4	2 162,6	
Emprunt obligataire 2025	2,00%	0,0	176,6	Octobre 2025
Ligne de financement Capex	2,15%	50,0	50,0	Juin 2025
	Variable	53,0	53,0	Juin 2025
Intérêts courus non échus		36,0	22,3	
Total des dettes (part courante)		139,0	301,9	
Total		2 475,5	2 464,5	

Le crédit *in fine* et les lignes de financement Capex sont assortis d'un covenant financier qui prévoit un rapport entre l'endettement total net et l'EBITDA ajusté inférieur ou égal à 4,00 pour 1.

Les covenants des crédits *in fine* prévoient pour chaque prêteur la possibilité de demander le remboursement anticipé de l'intégralité des sommes dues en cas d'un changement de contrôle d'Eutelsat S.A. ou d'Eutelsat Communications.

Les obligations émises par Eutelsat SA sont également assorties d'un covenant qui prévoit pour chaque prêteur la possibilité de demander le remboursement anticipé de l'intégralité des sommes dues en cas d'un changement de contrôle d'Eutelsat S.A. ou d'Eutelsat Communications accompagné d'une dégradation de la notation d'Eutelsat S.A.

Au 31 décembre 2024, le Groupe respecte l'ensemble des covenants bancaires.

Les contrats de crédit ne comportent ni garantie du Groupe ni nantissement d'actifs au profit des prêteurs mais comportent des clauses restrictives (sous réserve d'exceptions usuelles prévues dans ce type de contrat de prêt) limitant la capacité d'Eutelsat et de ses filiales,

notamment à consentir des sûretés, contracter des dettes supplémentaires, céder des actifs, s'engager dans des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs et des opérations de crédit-bail (à l'exception de celles réalisées à l'intérieur du Groupe et expressément prévues dans le contrat de prêt) et modifier la nature de l'activité de la Société et de ses filiales.

En date du 15 novembre 2024, Eutelsat SA a obtenu formellement des différents groupes de prêteurs concernés, l'autorisation de procéder aux opérations de cession partielle de ses infrastructures passives du segment sol. A la suite de l'obtention de ces accords, et d'obtention d'accords de la même nature par Eutelsat Communications et Network Access Associates Ltd, Eutelsat Group a exercé le 2 décembre 2024 l'option de vente signée avec le fonds EQT Infrastructure VI (EQT) le 9 août 2024 portant sur une participation majoritaire dans une entité nouvellement créée qui sera dotée de ses actifs d'infrastructures terrestres passives. L'exercice de l'option a conduit à la signature d'un contrat de cession d'actions (SPA) entre Eutelsat et EQT.

Les contrats de crédit comportent un engagement de conserver des polices d'assurance « Lancement plus un an » pour tout satellite localisé à 13° Est et, pour tout autre satellite, l'engagement de ne pas avoir plus d'un seul satellite qui ne soit pas couvert par une police d'assurance lancement.

Eutelsat S.A. dispose au 31 décembre 2024 d'une ligne de crédit confirmée et syndiquée d'un montant total non tiré de 450 millions d'euros. Cette ligne est assortie d'un covenant bancaire de même type que ceux existants sur le crédit in fine et les lignes de financement Capex. Cette ligne bénéficie de deux options d'extension d'une année supplémentaire chacune, sous réserve de l'accord des banques prêteuses.

L'échéancier des dettes, hors frais et primes d'émission et intérêts courus non échus, au 31 décembre 2024 est le suivant :

(en millions d'euros)	Montant	Échéance à moins de 1 an	Échéance à plus de 1 an et à moins de 5 ans	Échéance à plus de 5 ans
Crédit <i>in fine</i> BEI	200,0	-	200,0	-
Ligne de financement Capex	284,0	103,0	181,0	-
Emprunt obligataire 2025	177,0	176,6	-	-
Emprunt obligataire 2027	600,0	-	600,0	-
Emprunt obligataire 2028	600,0	-	600,0	-
Emprunt obligataire 2029	600,0	-	600,0	-
Total	2 461,0	279,6	2 181,0	-

6.4.3 Dette nette

La dette nette se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30 Juin 2024	31 décembre 2024
Crédit <i>in fine</i> BEI	200,0	200,0
Emprunts obligataires	1 976,6	1 976,6
Ligne de financement Capex	284,0	284,0
Part change du <i>cross currency swap</i>	23,5	42,8
Dettes locatives	275,8	254,7
Dette brute	2 759,9	2 758,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(832,0)	(678,3)
Dette nette	1 927,9	2 079,8

L'évolution de la dette entre le 30 Juin 2024 et le 31 décembre 2024 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30 Juin 2024	Flux de trésorerie	Flux non cash	Entrée de périmètre	Effets de change	var. de juste valeur et autres	31 Décembre 2024
Crédit <i>in fine</i> BEI	200,0	-	-	-	-	-	200,0
Emprunts obligataires	1 976,6	-	-	-	-	-	1 976,6
Ligne de financement Capex	284,0	-	-	-	-	-	284,0
Part change du cross currency swap	23,5	-	-	-	-	19,3	42,8
Dettes locatives	275,8	(17,2)	(4,0)	-	0,1	-	254,7
Total	2 759,9	(17,2)	(4,0)	0,0	0,1	19,3	2 758,1

6.4.4 Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs financiers se détaillent comme suit :

(En millions d'euros)	30 Juin 2024	31 décembre 2024
Titres de participation non consolidés	5,5	3,7
Instruments financiers dérivés	0,3	1,0
Autres actifs financiers	508,5	799,4
Total	514,3	804,1
<i>Dont part courante</i>	<i>108,1</i>	<i>11,2</i>
<i>Dont part non courante</i>	<i>406,2</i>	<i>792,9</i>

Les autres passifs financiers se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	30 Juin 2024	31 décembre 2024
Dettes locatives	278,8	257,2
Autres créiteurs	44,8	59,3
Dettes sur immobilisations	35,6	28,5
Instruments financiers dérivés	41,7	76,8
Dettes sociales	49,1	34,6
Dettes fiscales	11,9	8,2
Total	461,9	464,6
<i>Dont part courante</i>	<i>210,6</i>	<i>236,4</i>
<i>Dont part non courante</i>	<i>251,3</i>	<i>228,2</i>

Les dettes locatives comprennent les intérêts courus de 2,5 millions d'euros au 31 décembre 2024 et de 3,0 millions d'euros au 30 Juin 2024.

Au fur et à mesure de la construction de certains satellites, des acceptations de jalons entraînent la reconnaissance d'une immobilisation en cours et d'une dette fournisseurs. Au 30 Juin 2024, les dettes sur immobilisations courantes représentent un montant de 35,6 millions d'euros et pas de dettes sur immobilisations non courantes. Au 31 décembre 2024, les dettes sur immobilisations courantes représentent 28,5 millions d'euros et pas de dettes sur immobilisations non courantes.

6.4.5 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés font l'objet d'une évaluation par un expert indépendant qui est rapprochée des valorisations transmises par les contreparties bancaires. Le tableau ci-après présente les montants contractuels ou notionnels ainsi que les justes valeurs des instruments financiers dérivés par type de contrat.

(en millions d'euros)	Notionnels		Justes valeurs		Variation de juste valeur sur la période	Impact résultat (hors coupons)	Impact capitaux propres (hors coupons)
	30 juin 2024	31 décembre 2024	30 juin 2024	31 décembre 2024			
Vente à terme et swap de change qualifiés en CFH	120,0	115,4	(0,3)	(4,3)	(3,9)	-	(3,9)
Cross Currency Swap qualifiés en NIH	635,5	651,3	(38,9)	(50,2)	(11,3)	-	(11,3)
Vente à terme et swap de change qualifiés en FVH	201,0	504,8	(2,2)	(21,3)	(19,1)	(19,1)	-
Total des instruments de change	956,5	1 271,5	(41,4)	(75,8)	(34,3)	(19,1)	(15,2)

Le Groupe met en place des instruments financiers (ventes à terme et swaps de change) afin de couvrir ses expositions futures. Ces dérivés sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie futurs. La variation de juste valeur sur la période de -3,9 millions d'euros est comptabilisée en capitaux propres.

Le cross currency swap est qualifié de couverture d'investissement net à l'étranger, ainsi la variation de juste valeur est comptabilisée directement en capitaux propres pour -11,3 millions d'euros. Les intérêts payés sont également comptabilisés en capitaux propres.

Le Groupe met en place des instruments financiers (ventes à terme et swaps de change) afin de couvrir ses financements intragroupes. Ces instruments sont qualifiés de couverture de la juste valeur. La variation de juste valeur sur la période de -19,1 millions d'euros est comptabilisée en résultat.

6.5 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur est le montant pour lequel un actif financier pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

A l'exception des emprunts obligataires et des instruments financiers dérivés, la valeur comptable des passifs financiers constitue une approximation satisfaisante de leur juste valeur.

Les justes valeurs des emprunts obligataires de niveau 1 (prix coté sur un marché) se présentent comme suit :

(En millions d'euros)	30 Juin 2024	31 décembre 2024
Emprunt obligataire 2025	170,4	171,8
Emprunt obligataire 2027	529,2	507,1
Emprunt obligataire 2028	486,0	448,3
Emprunt obligataire 2029	627	567,9
Total	1 812,6	1 695,1

6.6 CAPITAUX PROPRES

6.6.1 Capital social

Au 31 décembre 2024, le capital social d'Eutelsat S.A. est composé de 1 013 162 112 actions, d'une valeur nominale de 0,65 euro. Il n'y a pas eu de mouvement sur la période close au 31 décembre 2024.

6.6.2 Dividendes

Le Groupe Eutelsat S.A n'a pas proposé de distribution à l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 octobre 2024.

6.6.3 Variation de la réserve de réévaluation des instruments dérivés

La réserve de réévaluation des instruments dérivés qualifiés de couverture a évolué comme suit sur la période :

(en millions d'euros)	Total
Solde au 30 Juin 2024	37,5
Variations de juste valeur en capitaux propres recyclables en résultat	(0,6)
Solde au 31 décembre 2024	36,9

La réserve de réévaluation des instruments dérivés n'inclut pas de déboucement de couverture d'investissement net à l'étranger.

6.6.4 Réserves de conversion

La réserve de conversion a évolué comme suit sur la période :

(en millions d'euros)	Total
Solde au 30 Juin 2024	193,0
Variation nette sur la période	8,7
Solde au 31 décembre 2024	201,7

La principale devise générant des écarts de conversion est le dollar US.

La réserve de conversion au 31 décembre 2024 inclut (50,3) millions d'euros au titre du cross currency swap documenté en couverture d'investissement net à l'étranger et au cross currency swap arrivé à échéance au cours d'un exercice précédent.

6.6.5 Gains et pertes actuariels

Les taux d'intérêt de référence utilisés pour déterminer la valeur actualisée de la garantie donnée à un fonds de pension et des indemnités de départ en retraite ont évolué passant de respectivement 4,10% et 3,80% au 30 juin 2024 à 3,50% et 3,45 % au 31 décembre 2024. Cette évolution du taux d'actualisation entraîne une diminution des engagements pour un solde net d'impôt de 10 millions d'euros sur la période

6.7 PROVISIONS

L'évolution des provisions entre le 30 Juin 2024 et le 31 décembre 2024 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30 Juin 2024	Dotation	Reprise		Reclassement	Constat en capitaux propres	31 Décembre 2024
			Utilisée	Non utilisée			
Garantie financière donnée à un fonds de pension	18,3	0,3	(5,4)	-	-	9,5	22,6
Indemnités de départ en retraite	9,6	0,6	(0,2)	-	-	0,3	10,3
Autres avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾	4,6	0,1	-	-	0,2	-	4,9
Total avantages postérieurs à l'emploi	32,5	1,0	(5,6)	-	0,2	9,8	37,8
Litiges commerciaux, salariaux et fiscaux	7,3	1,5	(0,7)	(0,1)	0,0	-	8,1
Total provisions	39,8	2,5	(6,3)	(0,1)	0,2	9,8	45,9
<i>Dont part non courante</i>	32,5						37,8
<i>Dont part courante</i>	7,3						8,1

6.7.1 Litiges et passifs éventuels

La société Eutelsat SA a fait l'objet de plusieurs procédures de vérification de comptabilité de l'administration fiscale portant sur la période allant du 1er juillet 2012 au 30 juin 2020.

Au 31 décembre 2024, toutes les procédures de vérification de comptabilité engagées par l'administration fiscale sont closes.

Cependant, le Groupe a déposé une requête introductive d'instance devant le Tribunal administratif pour un rehaussement maintenu au titre de l'exercice clos au 30 juin 2014. La procédure est en cours et les sommes en jeu ont été intégralement réglées au Trésor.

De même, le Groupe a déposé une réclamation contentieuse auprès de l'administration fiscale en janvier 2025 au titre d'un rehaussement maintenu au titre de l'exercice clos au 30 juin 2018. Les montants dus au titre de ce rehaussement ont intégralement été réglés au Trésor.

NOTE 7. PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu sur le semestre d'opérations avec les parties liées de nature différente de celles réalisées sur l'exercice clos le 30 juin 2024.

NOTE 8. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 30 Juin 2024 et la date d'arrêté des comptes semestriels au 31 décembre 2024 par le Conseil d'administration.